

N° 5519²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2005-2006

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg
à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne
(EU BAM) à Rafah**

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(23.11.2005)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 22 novembre 2005 à la Chambre des Députés par la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Un exposé des motifs était joint au texte du projet de règlement grand-ducal.

Le projet a pour objet de déterminer les modalités d'exécution de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales. Il s'agit plus particulièrement de déterminer les modalités de participation d'un membre de la Police grand-ducale à la Mission d'assistance de l'Union européenne au point de passage de Rafah entre Gaza et l'Egypte.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

Conformément à cette loi, le gouvernement a consulté la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés. Cette consultation a eu lieu au cours d'une réunion du 17 novembre 2005, lors de laquelle la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a approuvé cette initiative.

Par la suite, la Chambre des Députés a été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 22 novembre 2005, dans lequel ce dernier marque son accord avec le projet de règlement grand-ducal.

Le Conseil d'Etat se pose toutefois la question de savoir si, compte tenu du fait que la participation à des opérations pour le maintien de la paix ressortit à la compétence du ministre de la Défense en vertu de l'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des ministères, il n'y a pas lieu de rédiger comme suit le dernier visa du préambule:

„Sur le rapport de Notre Ministre de la Défense et de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en conseil;“

Le Conseil d'Etat ajoute que c'est également le ministre de la Défense qui devrait être chargé, ensemble avec le ministre de la Justice, de l'exécution du règlement grand-ducal en projet.

Le Conseil d'Etat recommande également de ne pas qualifier le membre luxembourgeois comme le „policier“ ou l'„agent de police“, mais d'utiliser, à côté du terme „membre luxembourgeois“, le terme „l'officier de police luxembourgeois“.

Sous réserve des observations formulées par le Conseil d'Etat, auxquelles elle se rallie, la Conférence des Présidents se prononce à l'unanimité en faveur du projet de règlement grand-ducal et rend par conséquent à son tour un avis positif.

Luxembourg, le 23 novembre 2005

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Lucien WEILER